

# **GE\_GERICHTE AARP/45/2017 vom 10. Februar 2017**

GE Cour de justice, 2017-02-10, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge\\_gerichte\\_AARP\\_45\\_2017](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_AARP_45_2017)

FR: GE\_GERICHTE AARP/45/2017 du 10 février 2017

IT: GE\_GERICHTE AARP/45/2017 del 10 febbraio 2017

## **Erwägungen**

### **E. 1**

L'appel est recevable pour avoir été interjeté et motivé selon la forme et dans les délais prescrits (art. 398 et 399 du Code de procédure pénale du 5 octobre 2007 [CPP ; RS 312.0]).

La partie qui attaque seulement certaines parties du jugement est tenue d'indiquer dans la déclaration d'appel, de manière définitive, sur quelles parties porte l'appel, à savoir (art. 399 al. 4 CPP) : la question de la culpabilité, le cas échéant en rapport avec chacun des actes (let. a) ; la quotité de la peine (let. b) ; les mesures qui ont été ordonnées (let. c) ; les prétentions civiles ou certaines d'entre elles (let. d) ; les conséquences accessoires du jugement (let. e) ; les frais, les indemnités et la réparation du tort moral (let. f) ; les décisions judiciaires ultérieures (let. g).

La Chambre limite son examen aux violations décrites dans l'acte d'appel (art. 404 al. 1 CPP), sauf en cas de décisions illégales ou inéquitables (art. 404 al. 2 CPP).

### **E. 2**

2.1.1. Selon l'art. 47 CP, le juge fixe la peine d'après la culpabilité de l'auteur. Il prend en considération les antécédents et la situation personnelle de ce dernier ainsi que l'effet de la peine sur son avenir (al. 1). La culpabilité est déterminée par la gravité de la lésion ou de la mise en danger du bien juridique concerné, par le caractère répréhensible de l'acte, par les motivations et les buts de l'auteur et par la mesure dans laquelle celui-ci aurait pu éviter la mise en danger ou la lésion, compte tenu de sa situation personnelle et des circonstances extérieures (al. 2).

La culpabilité de l'auteur doit être évaluée en fonction de tous les éléments objectifs pertinents, qui ont trait à l'acte lui-même, à savoir notamment la gravité de la lésion, le caractère répréhensible de l'acte et son mode d'exécution (objektive Tatkomponente). Du point de vue subjectif, sont pris en compte l'intensité de la volonté délictuelle ainsi que les motivations et les buts de l'auteur (subjektive Tatkomponente). A ces composantes de la culpabilité, il faut ajouter les facteurs liés à l'auteur lui-même (Täterkomponente), à savoir les antécédents (judiciaires et non judiciaires), la réputation, la situation personnelle (état de santé, âge, obligations familiales, situation professionnelle, risque de récidive, etc.), la vulnérabilité face à la peine, de même que le comportement après l'acte et au cours de la procédure pénale

- 8/13 - P/16192/2015 (ATF 134 IV 17 consid. 2.1 p. 19 ss ; 129 IV 6 consid. 6.1 p. 20 ss ; arrêt du Tribunal fédéral 6B\_660/2013 du 19 novembre 2013 consid. 2.2).

2.1.2. L'art. 47 CP n'énonce ni la méthode, ni les conséquences exactes qu'il faut tirer de tous les éléments précités quant à la fixation de la peine. Il confère donc au juge un large pouvoir d'appréciation. Dans sa décision, le juge doit exposer les éléments essentiels –

relatifs à l'acte ou à l'auteur – qu'il prend en compte. Ainsi, le condamné doit connaître les aspects pertinents qui ont été pris en considération et comment ils ont été appréciés. Le juge peut passer sous silence les éléments qui, sans abus du pouvoir d'appréciation, lui paraissent non pertinents ou d'une importance mineure. La motivation doit justifier la peine prononcée, en permettant de suivre le raisonnement adopté. Cependant, le juge n'est nullement tenu d'exprimer en chiffres ou en pourcentages l'importance qu'il accorde à chacun des éléments qu'il cite. Plus la peine est élevée, plus la motivation doit être complète (ATF 134 IV 17 consid. 2.1 et les références citées). Le critère essentiel pour fixer la peine reste celui de la faute. L'art. 47 CP ajoute comme critère l'effet de la peine sur l'avenir du condamné. Cet aspect de prévention spéciale ne permet toutefois que des corrections marginales, la peine devant toujours être proportionnée à la faute (arrêt du Tribunal fédéral 6B\_823/2007 du 4 mars 2008 consid. 2 et les références citées). L'art. 47 CP est violé si le juge ne considère pas les critères susmentionnés ou si la peine est dictée par des considérations étrangères à cette norme (ATF 134 IV 17 consid. 2.1 ; 116 IV 288 consid. 2b).

2.1.3. Bien que la récidive ne constitue plus un motif d'aggravation obligatoire de la peine (art. 67 aCP), les antécédents continuent de jouer un rôle très important dans la fixation de celle-ci (M. NIGGLI / H. WIPRÄCHTIGER, Basler Kommentar Strafrecht I : Art. 1-110 StGB, Jugendstrafgesetz, 2e éd., Bâle 2007, art. 47 CP n. 100). En général, la culpabilité de l'auteur est amplifiée du fait qu'il n'a pas tenu compte de l'avertissement constitué par la précédente condamnation, et sa rechute témoigne d'une énergie criminelle accrue (R. ROTH / L. MOREILLON (éds), Code pénal I : art. 1-100 CP, Bâle 2009, art. 47 CP n. 55). Une série d'infractions semblables pèse plus lourd que des actes de nature différente. En outre, les condamnations passées perdent de leur importance avec l'écoulement du temps. Les condamnations qui ont été éliminées du casier judiciaire ne peuvent plus être utilisées pour l'appréciation de la peine ou l'octroi du sursis dans le cadre d'une nouvelle procédure pénale (ATF 135 IV 87 consid. 2). Les antécédents judiciaires ne sauraient toutefois conduire à une augmentation massive de la peine, parce que cela reviendrait à condamner une deuxième fois pour des actes déjà jugés (ATF 120 IV 136 consid. 3b).

- 9/13 - P/16192/2015

2.1.4. En matière de trafic de stupéfiants, il y a lieu de tenir compte, plus spécialement, des circonstances suivantes (arrêt du Tribunal fédéral 6B\_843/2014 du

### **E. 2.3**

La faute de l'appelant est lourde. Pendant six mois, il a réceptionné de la cocaïne en vrac, l'a stockée, diluée et conditionnée puis l'a revendue au détail, notamment à ses propres clients, avec lesquels il était directement en contact. Il a agi de manière répétée et mis en place une logistique rodée, disposant d'un matériel de type industriel pour confectionner les cylindres de cocaïne, ce qui témoigne d'une intensité délictuelle importante.

Obnubilé par l'argent, l'appelant, qui n'est pas toxicomane, a agi de manière égoïste et dangereuse à l'égard de ses proches. Il a en effet placé la cocaïne à portée de main de jeunes enfants, dont son fils, dans un appartement qui servait de logement à une famille.

Il convient aussi de souligner le taux de pureté élevé de la moitié de la drogue saisie, soit quelques 600 grammes à 60%, et le fait que seule l'arrestation de l'appelant a mis fin à son trafic, qui était en plein essor. L'appelant bénéficiait d'ailleurs de la confiance de son fournisseur et agissait de manière indépendante, ce qui le place à un échelon bien plus élevé

que celui d'un simple revendeur de rue ou d'une mule.

La collaboration à la procédure a été à juste titre qualifiée de moyenne. L'appelant a certes admis d'emblée se livrer à un trafic de cocaïne et n'a pas contesté l'évidence mais a néanmoins tenté de minimiser l'ampleur de son activité, soutenant dans un premier temps qu'il agissait depuis trois mois seulement et pour des quantités inférieures à celles finalement retenues.

Les antécédents de l'appelant ne sont pas bons même s'ils ne sont pas spécifiques, s'agissant de l'infraction à la LStup, ni très graves.

Il est avéré qu'au moment d'agir, l'appelant rencontrait des difficultés financières, faute d'un travail stable ou d'autres sources licites de revenus. Ressortissant espagnol, jeune et en bonne santé, il aurait toutefois pu travailler honnêtement et en toute légalité dans son pays d'origine de même qu'en Suisse, à l'instar de nombreux autres européens qui bénéficient d'un permis de travail. Si l'état de santé de son père était par ailleurs une source de préoccupation, il ne s'agissait pas non plus d'une situation exceptionnelle, surtout que l'Espagne est un pays qui dispose d'un système de soins

- 11/13 - P/16192/2015 accessible à sa population. Partant, on ne saurait accorder à la situation personnelle de l'appelant un effet atténuant significatif.

Le bon comportement de l'appelant en détention et ses démarches concrètes en vue de sa réinsertion doivent être salués et pris en compte, mais dans une mesure moindre, dès lors que la faute reste le critère essentiel.

Enfin, le concours avec les infractions à la LEtr justifie l'augmentation de la peine, mais dans une modeste mesure.

Eu égard à ces considérations, une peine privative de liberté de quatre ans est adéquate et tient judicieusement compte de l'ensemble des éléments qui précèdent de sorte qu'il convient de confirmer le jugement entrepris.

Aucun sursis au sens des articles 42 et 43 CP n'est donc envisageable. 3. L'appelant est en exécution anticipée de peine, de sorte qu'il n'y a pas lieu d'ordonner son maintien en détention pour des motifs de sûreté. 4. L'appelant, qui succombe, supportera les frais de la procédure envers l'Etat (art. 428 CPP). \* \* \* \* \*

- 12/13 - P/16192/2015

## **E. 7**

avril 2015 consid. 1.1.1 ; voir aussi arrêts du Tribunal fédéral 6B\_408/2008 du 14 juillet 2008 consid. 4.2 et 6B\_297/2008 du 19 juin 2008 consid. 5.1.2 rendus sous l'ancien droit mais qui restent applicables à la nouvelle).

Même si la quantité de la drogue ne joue pas un rôle prépondérant, elle constitue sans conteste un élément important. Elle perd cependant de l'importance au fur et à mesure que l'on s'éloigne de la limite à partir de laquelle le cas doit être considéré comme grave au sens de l'art. 19 al. 2 let. a LStup (arrêt du Tribunal fédéral 6B\_843/2014 du 7 avril 2015 consid. 1.1.1 et les références citées). Le type de drogue et sa pureté doivent aussi être pris en considération. Si l'auteur sait que la drogue est particulièrement pure, sa culpabilité sera plus grande ; en revanche, sa culpabilité sera moindre s'il sait que la drogue est diluée plus que normalement (ATF 122 IV 299 consid. 2c p. 301 ; 121 IV 193 consid. 2b/aa p. 196). Le

type et la nature du trafic en cause sont aussi déterminants. L'appréciation est différente selon que l'auteur a agi de manière autonome ou comme membre d'une organisation. Dans ce dernier cas, il importera de déterminer la nature de sa participation et sa position au sein de l'organisation : un simple passeur sera ainsi moins coupable que celui qui joue un rôle décisif dans la mise sur pied des opérations et qui participe de manière importante au bénéfice illicite (ATF 121 IV 202 consid. 2d/cc p. 206). L'étendue du trafic entrera également en considération. Un trafic purement local sera en règle générale considéré comme moins grave qu'un trafic avec des ramifications internationales. Enfin, le nombre d'opérations constitue un indice pour mesurer l'intensité du comportement délictueux ; celui qui écoule en une fois un kilo d'héroïne sera en principe moins sévèrement puni que celui qui vend cent grammes à dix reprises.

S'agissant d'apprécier les mobiles qui ont poussé l'auteur à agir, le juge doit distinguer le cas de celui qui est lui-même toxicomane et agit pour financer sa propre consommation de celui qui participe à un trafic uniquement poussé par l'appât du gain (arrêts du Tribunal fédéral 6B\_843/2014 du 7 avril 2015 consid. 1.1.1 et 6B\_107/2013 du 15 mai 2013 consid. 2.1.1).

2.2.1. D'après l'art. 49 al. 1 CP, si, en raison d'un ou de plusieurs actes, l'auteur remplit les conditions de plusieurs peines de même genre, le juge le condamne à la peine de l'infraction la plus grave et l'augmente dans une juste proportion. Il ne peut toutefois excéder de plus de la moitié le maximum de la peine prévue pour cette infraction. Il est en outre lié par le maximum légal de chaque genre de peine.

- 10/13 - P/16192/2015

2.2.2. L'infraction grave à la LStup est passible d'une peine privative de liberté d'un an au moins et de vingt ans au plus, tandis que le séjour illégal et l'exercice d'une activité lucrative sans autorisation sont passibles d'une peine privative de liberté d'un an au plus ou d'une peine pécuniaire.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.